L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, RUE CHARTRES.

Journal quotidien.....$10 | payable d'avance
Do. trois fois par semaine.....$6 |

POUR PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY.
Sortie à la décision d'une Convention Nationale.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 23 NOVEMBRE 1839

MESSAGE DU GOUVERNEUR DE LA GEORGIE.

Il est quelques points du message du gouverneur de l'Etat de la Georgie qui méritent par leur importance d'attirer l'attention de la presse en général.

On doit se rappeler que la dernière législature de la Georgie avait passé une loi autorisant l'établissement de banques franches. Maintenant Son Excellence recommande à la législature actuelle l'abrogation de cette loi.—Voici une traduction littérale du passage que rapporte à cet objet :

"Personne n'a encore fait usage du privilège accordé à tous les citoyens de cet Etat, par une loi passée à votre dernière session, d'établir des banques. On doit s'en féliciter dans l'intérêt du pays, parce qu'il est certain que si des banques eussent été créées en vertu de cette loi, elles auraient contribué à augmenter les embarras monétaires et le dérangement du système de circulation; et en outre parce que cette circonstance permet à la législature d'abroger la loi avant qu'elle n'ait créé des droits qui auraient compliqué notre situation. Tant que la circulation du pays se composera de billets de Banque, la régularisation en est si importante pour le public, que l'Etat doit se réserver un pouvoir suffisant pour protéger les citoyens contre les abus qui pourraient la fausser. La Législature devrait donc déterminer le capital nécessaire pour fournir un moyen suffisant de circulation, la manière d'employer ce capital et enfin accorder le privilège d'en diriger l'emploi à telles personnes et à telles conditions qu'elle jugerait convenable pour assurer au peuple une bonne circulation.

"L'incorporation des banques n'a point pour objet exclusif l'avantage des actionnaires, mais bien une plus libérale distribution des capitaux et par conséquent la prospérité de tous. La tendance du *general Banking law* est d'induire ceux qui n'ont pas de moyens, et ceux qui sont ruinés à la spéculation, à se créer des moyens factices à l'aide desquels ils puissent s'enrichir plus vite que par le travail proprement dit. Quoique la loi, telle qu'elle avait été adoptée, contienne des dispositions restrictives qui ont jusqu'à présent garanti le pays d'être inondé d'une masse de papier irrachetable, cependant on pense après mûre réflexion que la loi repose sur un erreur en, considérant la terre et les travailleurs qui y sont attachés, comme une meilleure garantie de circulation que celle qui repose sur le numéraire."

Cette opinion rapprochée de ce qui se passe à New-York, donne les moyens de juger sans appel *l'expérience des banques franches.*

Le gouverneur annonce que l'édifice construit pour recevoir les aliénés sera prêt avant la prochaine session.

Le pénitentiaire de Georgie renferme maintenant cent soixante condamnés: et comme le local actuel ne contient que cent cinquante cellules, il est impossible d'employer le mode Pennsylvanien connu sous le nom de *Solitary confinement.*

La partie du message relative aux différends survenus entre l'Etat de Georgie et l'Etat du Maine, en conséquence de quelques esclaves dont les autorités de ce dernier Etat ont refusé l'extradition, contrairement à la constitution, est extrêmement importante. Le gouverneur dit, avec raison, que toutes les démarches légales étant demeurées sans résultat, on doit en conclure que la masse de la population de l'Etat du Maine est tellement hostile aux institutions du Sud, que les autorités ne peuvent obéir aux dispositions de la constitution des Etats-Unis; que dans une telle situation il faut que l'Etat de Georgie se protège lui-même, puisque la constitution fédérale ne peut le protéger: en conséquence il est recommandé à la législature de passer une loi qui rendre possible des tribunaux, comme embancher d'esclaves, tout citoyen de l'Etat du Maine qui mettra la pied sur le territoire de l'Etat de Georgie.

Nous ne nous dissimulons ce qu'a de violent un tel acte de représailles, mais ne doit-il pas trouver sa justification dans la conduite des autorités de l'Etat du Maine? Quand on ne peut se faire rendre justice par les moyens réguliers, il faut bien avoir recours à des moyens extraordinaires; car il y a au fond du cœur de sentiment inné du juste et de l'injuste que rien ne saurait étouffer.

M. A. Crébassol nous a envoyé le prospectus d'un nouveau *journal littéraire et anecdotique*, intitulé le Flaneur, dont le premier numéro paraitra demain (voir les avis). Le nom du rédacteur, bien connu du public Louisianais, est une recommandation suffisante et sans crainte d'être démenti par l'événement nous assertions presque ajouter, un gage de succès.

Tous les navires qui nous arrivent depuis quelque temps sont chargés de passagers en évalue; à 1000 le nombre de ceux qui ont débarqué hier. Cependant il paraît que notre pays n'est pas le seul où se portent les populations émigrantes. Un journal annonce que des cantons méridionaux de la Suisse, dont la population n'excède pas 15,000, plus de 2,000 ont émigré pour les possessions françaises d'Afrique. On dirait que l'esprit d'émigration et de Cosmopolisme s'empare rapidement de toutes ces vieilles populations Européennes autrefois si attachées au sol natal.

HAVANE.

Nous avons reçu nos journaux de la Havane jusqu'au 15, mais ils ne contiennent rien d'intéressant pour nos lecteurs. Les nouvelles commerciales sont les mêmes que celles reçues par les derniers arrivages.

LA CONVENTION DE HARRISBURG.

On s'est déjà occupé à New-York de la nomination des délégués à la convention. Notre correspondant nous écrit sous la date du 12 :

"Hier soir les dix-sept districts de notre ville se sont réunis pour élire quatre délégués à la convention, notre district congressionnel élira quatre membres. Les assemblées ont été partout nombreuses et le plus parfait accord a prévalu. D'une commune voix le peuple a déclaré dans cette assemblée primaire, que HENRY CLAY du Kentucky est son candidat favori.

REPRISE DES PAIEMENS DANS L'OHIO.

Nous voyons par le *Cincinnati Gazette*, que la banque *Ohio Life Insurance & Trust Co*, a repris ses paiemens en espèce le 6 du courant. D'après les lois de l'Ohio, toute banque qui cesse ses paiemens en espèces pendant plus de trente jours, est de droit en liquidation. Il est donc probable que toutes les banques de cet Etat (l'Ohio) qui ont suspendu leurs paiemens, les reprendront avant l'expiration des trente jours, afin de ne pas voir passer leurs affaires dans les mains de commissaires liquidateurs. Ce sera donc encore une reprise nominale et forcée qui sera plus funeste aux affaires en général que la suspension elle-même.

SUICIDE.

Un Mr. T. H. Donaldson, de Louisville, s'est brûlé la cervelle il y a quelques jours à Cincinnati. Dans une lettre qu'il a laissée, il expose que cet acte de désespoir est dû à des malheurs qu'il a éprouvés et à la désertion de ses amis. Mr. Donaldson laisse à Louisville une femme et des enfans dans la besoin.

La gazette de Madrid publie l'adresse du corps diplomatique à la régente d'Espagne, relativement à la convention de Bergara par laquelle Maroto a consenti à déposer les armes, et qui a eu quelque sorte mis fin à la guerre. Le major Eaton, notre ministre à Madrid, a été chosi par le corps diplomatique pour féliciter la regente sur cet heureux événement.

M. Eaton a pris la parole au nom de ses collègues et a prononcé le discours suivant ;

Madame,

Le corps diplomatique près de votre majesté, yorta, geant le bonheur et la joie qu'éprouve aujourd'hui la nation espagnole à cause de l'heureux événement qui vient de se passer dans le nord de ce royaume, vient exprimer à votre majesté la vive satisfaction qu'il éprouve de l'heureux résultat d'une guerre si affligeante pour le cœur d'une reine et d'une mère.

Le caractère de clémence et de bonté que votre royale indulgence a voulu donner à la paix qui est près d'être conclue, en assurera, nous l'espérons, la continuation, et hâtera le moment où votre majesté pourra voir le trône de son auguste fille entouré de sujets tous animés du même amour et du même dévouement."

La régente a répondu :

Les sentiments que m'exprime en cette occasion le corps diplomatique, augmente d'une manière sensible les douces émotions que m'ont fait éprouver ces derniers événemens; je suis d'autant plus sensible, messieurs, à cette démarche, que je trouve en elle une preuve de l'intérêt que prendront les puissances alliées à ces événemens, qui promettent à ma fille, la Reine d'Etablir son trône sur l'union fraternelle de tous les Espagnols."

Le corps diplomatique a été ensuite invité à un dîner splendide, où le major Eaton a été placé à droite de Sa Majesté.

VARIÉTÉS.

CONDITION SOCIALE DES FEMMES.

Nous empruntons à un journal français un article remarquable de Mr. Ph. Chasles, où il examine plusieurs brochures, qui ont paru tout récemment en Angleterre, relatives à la position soignée aux femmes par la législation des peuples modernes. C'est une des plus hautes questions sociales qui aient été soulevées jusqu'à présent, et nous espérons qu'on nous saura gré d'en reproduire les principaux apperçus.

Des questions graves, relatives à la situation des femmes, ont surgi récemment en Angleterre. Elles ne se sont pas développées dans le privé des maisons ou dans la retraite des pamphlets; elles émanent de faits récens et organisés dont quelques Chambres ont pris en considération. Un bill, adopté par la presque unanimité des communes, rejeté par deux voix de majorité dans la Chambre-haute, annonçait une réforme partielle, mais importante, quant à ses résultats, dans la condition sociale des femmes. Il est probable que l'auteur du bill, Lord Lyttleton, secondé par les lords Lyndhurst et Warncliffe, et plusieurs prélats, reproduira bientôt, sous une forme nouvelle, sa première tentative, que lord Brougham et lord Wynford ont combattue avec succès, et qui est devenue la tactile d'une controverse très sérieuse.

Pour que ne s'en étrei pas aux querelles du moment et aux petits combats d'une localité restreinte, c'est un symptôme digne d'observation que l'effort et le mouvement simultané des femmes, dans toute l'Europe civilisée, pour modifier leur état d'abaissement. Ce courage, c'est en quelque sorte, la plainte la première son étendard d'insurrection féminine; en fait de mouvement et d'assaut, vous verrez toujours sur la brèche la mamelon et l'épée française. En Allemagne, les femmes ont élevé une statue de Mme Von-Krudener. Thérèse, cet chantre d'élégie et d'hymne du cœur désabusé. Les Anglais sont gens d'affaires; ils n'ont pas comme nous l'avantage d'aller très vite; et ils ne donnent guères, comme les Allemands, l'accent lyrique à leurs débats. aussi se sont-ils contentés de procéder juridiquement. Ils n'ont pas devancé l'éloquence des faits, les faits ont parlé, ils ont agi. Trois ordonnances parlementaires ont beaucoup avancé la discussion; les esprits se sont éclairés, la controverse s'est établie, les meilleures intelligences sont descendues dans l'arène, non pour déployer leur phraséologie bruyante, mais pour donner leurs preuves et conviction. Il me semble que l'on peut espérer ainsi des résultats plus mûrs, et je préfère à toutes les autres manières de faire ou désirer les législations, cette façon simple, énergique et pratique de procéder. C'est une manière de faire que l'économie; c'est une arme fragile l'exagération. Celui même le bill de l'avocat Talfourd serait perdu (lost) une première, une seconde et une troisième fois, il resterait quelque chose des bonnes raisons alléguées par lui et par ses amis. Les concessions du parti adverse viendront un jour tard peut-être, mais enfin elles arriveront, amendées ou contraintes, par le bon sens général, inexorable dès qu'on l'éveille.

D'où peuvent naître cette simultanéité de mauvaise humeur et cette réclamation universelle du sexe faible en Europe? C'est ce que j'examinerai tout à l'heure, quand j'aurai esquissé l'histoire du Bill-Talfourd et des circonstances singulières qui ont donné lieu à la discussion importante dont j'ai à m'occuper.

La loi anglaise a très peu fait en faveur des femmes. L'ancien Code, et vous pouvez, à ce propos, consulter *Coke upon Littleton* permettait au mari de "frapper sa femme et de la châtier modérément et de bâton" (flagellis et fustibus seriter castigare uxorem); et dans les cas moins graves, "d'administrer une petite correction" (modicum castigationem adhibere). Depuis le règne de Charles II, l'époque industrieuse a pu dénoncer son bourreau, le forcer à quitter la patrie, ou s'il prohibait les sévices, réclamer contre lui le châtiment du trend-mill. On sait que l'usage populaire, appuyé sur une fausse interprétation des vieilles coutumes, perpétue encore la ridicule et barbare coutume de la répudiation par vente publique. Mais, au-dessus de la sphère légale où de tels scandales se référent aujourd'hui, nous voyez une multitude d'infortunées, privées de dot par le partage inégal de l'héritage paternel, rejetées dans la dégravation par la misère, condamnées à une foule d'autres servitudes qui deumanderaient la vigueur du bras masculin, allant chercher aux Grandes-Indes une existence et des maris, ou végétant dans quelque obscur village sous la dénomination de *spinsters ou fileuses*". Dans les procès d'adultère et de rapt, l'évaluation de l'humiliation flétrissante, compensé par une somme pécuniaire payée par le séducteur, est un outrage légal dont je n'ai pas besoin de faire comprendre l'insolence; enfin les témoignages des subalternes, recueillis avec avidité, commentés par l'avocat du mari, répétés dans tous les journaux, témoignages vrais ou faux, mais toujours déshonorans, viennent accabler dans la publicité de leur infamie la faiblesse connue la vertu, la faute comme l'innocence. Ce n'est pas tout; dans le cas fréquent d'une séparation, le mari réclame ses enfans, même en bas âge, et la mère, fragile ou non, n'a pas le droit de les conserver, de leur donner ses soins et de les élever. Ce droit exorbitant, l'est cela cité cet barbare, et les mœurs n'avaient pas corrigé les lois. Le grand respect inspiré en Angleterre par le bien être domestique; l'amour du chez soi (*home*); l'autorité du protestantisme, culte spécial de la famille, un sentiment anglais, fort honorable, qui se révolte contre la force oppressive et prend parti pour le faible; disons aussi, la supériorité intellectuelle de beaucoup de femmes, forcées de demander une ressource et un avenir à la culture de l'esprit et du talent; ces causes ont tempéré dans les classes moyennes et supérieures l'action d'une législation brutale. Elle a pesé, il est vrai, et elle pèse de tout son poids, sur les femmes du bas peuple. "La plupart (dit une enquête du parlement sur les naissances illégitimes), se livrent à une débauche effrénée. La chasteté leur est inconnue." On trouve, dans les faubourgs de Londres, du côté de Billingsgate et de Bowditch, des êtres incroyables, qui ne ressemblent à rien; la plupart du temps en habit d'hommes, couverts de haillons de toutes nuances, la pipe et l'insulte à la bouche, ils savent un pantalon de matelot d'un jupon de bas soeur; les traits déformés, le corps chancelant sous l'ivresse; voleurs de profession, après à tous les travaux à tous les gains, traînant les bateaux, chargeant les charbons, ne reculant ni âge, ni sexe, ni forme humaine; ce sont des femmes. L'amélioration du dessin de ce dernier rang, vous trouvez la plupart des professions lucratives qui exigent peu de force et quelque intelligence, ravalées par les hommes; les femmes, ainsi éloignées naturellement les remplir, sont placées dans l'alternative effroyable d'une lutte hérissée contre la misère ou d'une infamie acceptée comme profession. Si vous vous élevez vers les hautes rangs, les traces de cette douloureuse organisation sont moins visibles; et, comme je l'ai dit, l'esprit de famille, l'esprit religieux, tempèrent la dure équilibre moins inique la position respective des deux sexes. Cependant, de temps à autre, des exemples d'injustice et d'oppression flagrantes, viennent révéler l'insuffisance de la législation anglaise, par conséquent aux femmes. C'est ce qui est arrivé dans les procès de Mmes. Norton, de Manneville et Greenhill.

Les journaux de France ont retenu du procès de mistress Norton, fille de Sheridan, femme spirituelle et remarquablement belle. Quelques détails nouveaux sur cette affaire ont été divulgués par Mr. Pearce Stevenson, auteur de la *Simple Lettre au grand-Chancelier*. Avant le procès, deux fils Mme. Norton, irrités et harassés par les violences conjugales, avait demandé asile à sa famille: deux fois son mari était venu la saisir de force et l'emmener de la maison du père. Un article de presse a suscité la résistance opposée par Mme. Norton, résistance se séparer de son mari, mais ne voulant pas quitter ses enfans. Il alléguait, en première ve de cet artifice et du peu de sérieux du procès, la proposition faite par M. Norton, qui après le scandale des débats publics, prit sa femme de rentrer sous son toit conjugal. *Il est certain, cette offre serait qu'en contre son gré et à l'instigation des autres*, immédiatement ne put avoir lieu: M. Norton fit connaître ses enfans en Ecosse, chez une personne de sa famille, et depuis cette époque Mme. Norton ne les revit plus. La loi voit dans cette séparation légale fait même formelle il y avait eu de la part de l'époux la plus qualifiée de *condonation*, amnistie du passé, par le fait de consentement de mistriss Norton à se reconcilier avec son mari pour revoir ses enfans. S'il est vrai, comme l'ont assuré à M. Aubrey Beauclerk et Leicester Stanhope, que des témoins achetés par un ennemi personnel de Mme Norton aient avoué leur prévarication, que tout le procès ait roulé sur leur faux témoignage, on doit convenir qu'il y a peu de destinées plus cruelles que celle d'une femme aussi distinguée, tout à coup abandonnée de toutes les forces de la société et de l'étrange; frappée de mort civile par la société anglaise qu'elle illuminait; courbée d'opprobre à la fleur de l'âge, du talent et de la beauté, devenue l'objet du blâme universel; seule, et ne pouvant même, pour consolation de ce terrible isolement, serrer ses enfans sur son cœur maternel.

L'attention et la pitié publique étaient fort émues de cette tragédie domestique, lorsque deux autres faits du même genre se présentèrent à peu près à la fois; ils avaient plus de gravité que le précédent. Mme Norton, bien que renvoyée de la plainte par le verdict du jury, était cependant convaincue de la pour d'imputations calomnieuses jusqu'alors, mais non démenties. Rien de plus clair au contraire et de mieux prouvé que l'injuste traitement subi par Mmes Greenhill et de Manneville. Pendant une nuit de l'hiver dernier, M. de Manneville quitta sa femme, lui enlevant son enfant en bas-âge; elle s'élança aux trousses de son mari pour ravoir son enfant, et ne put l'obtenir. M. Greenhill fit mieux encore; il vivait avec une femme perdue. Il lui plut d'arracher à la maison de sa prostituée sa femme jusqu'alors estimée et son enfant; puis il la répudia, fut dès lors libre, et, s'il le voulut, il pourra s'il veut se revertir jamais, sous peine de prison perpétuelle. L'avocat dont il se servit dans cette affaire fut précisément le sergent Talfourd (*sergeant-at law*) qui fit consciencieusement son métier, plaida pour M. Greenhill, et gagna son procès. Mais il y avait chez M. Talfourd, comme chez beaucoup d'hommes, deux consciences; celle de son métier, et celle de la probité intime; sa conscience morale s'éveilla lorsque le devoir de l'avocat fut accompli. Trois mois après, il rentra à la Chambre des Communes un projet de bill qui rendait aux mères, lésées par les torts de leurs maris, la tutelle de leurs enfans en bas âge, et détruisait la législation existante. Les lords Lyndhurst, Sutherland et Holland se prononcèrent avec vivacité en faveur du *Custody of infants Bill*, que lord Brougham et lord Wynford combattirent rudement. Les trois quarts des membres des Communes votèrent pour; la Chambre haute, à la majorité de deux voix seulement, vota contre, et plusieurs pairs s'empressèrent de signer une protestation contre son rejet définitif. La chose en est là.

Il ne faut jamais voir dans ce débat une question de ménage; c'est une question qui touche aux fondemens de la société, à l'association primitive, qui est le mariage, et au problème à la fois insoluble et important du pouvoir respectif des deux sexes. Les législateurs anglais ont compris cette grave, Lord Brougham et lord Wynford ont allégué contre le bill nouveau la plus sincère argument spécieux. Dans un pays où le divorce est facile, ont-ils dit, ce serait multiplier les séparations et le bien conjugal, que de promettre aux mères, la suite de cette séparation légale fut-elle même survenue avec une cause scandaleuse. On peut craindre que la perspective du devoir ne s'affaiblisse chez elles, lorsque la société leur conservera, dans tous les cas, les objets souvent les plus chers de leurs affections; l'art étrage des tribunaux, dans ces matières si délicates, ne manquerait pas d'étendre plus ou moins arbitrairement la sphère de ses jugemens et de multiplier davantage, et que le désir de l'indépendance ne refoulant plus la perte ou l'absence des enfans, encouragera la révolte et aigrira le désordre intérieur et féminin. Les exemples contraires sont moins nombreux, et lorsque le père aura, par décision du tribunal, pris en main l'éducation d'un fils, les communications de la mère avec ce dernier pourront lettuire ou affaiblir le respect et l'amour qui doivent environner à son père. En définitive, là où le mariage n'est pas un engagement pour la vie, là où le divorce est facile, il faut bien avoir recours à des combinaisons qui ne soient pas aussi rigoureuses que dans les classes moyennes et supérieures l'action d'une législation brutale. Elle a pesé, il est vrai, et elle pèse de tout son poids, sur les femmes du bas peuple. "La plupart (dit une enquête du parlement sur les naissances illégitimes), se livrent à une débauche effrénée. La chasteté leur est inconnue." On trouve, dans les faubourgs de Londres, du côté de Bill